

NEWS

B.D.I.C.

SOLIDARNOSCI

ISSN 0771-9386

Bi-mensuel
Date :

Editeur responsable : Jerzy Milewski
9, ave. de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles Belgique
No :

16-30 novembre 1987

102

NSZZ "SOLIDARNOSC" DEVELOPPE SON AIDE AUX MILITANTS REPRIMES

LA COMMISSION d'Intervention et de Légalité de NSZZ "Solidarnosc", conduite par Zbigniew Romaszewski, et mandatée pour fournir une aide juridique aux victimes de la répression et coordonner la réponse du syndicat à tous les aspects de l'injustice (cfr NEWS 101), a diffusé le communiqué suivant:

La menace de licenciement, en plus des amendes financières, constitue l'instrument majeur employé par les autorités contre les militants indépendants. Cette menace gêne sensiblement le développement des actions du Syndicat dans les usines. Notre initiative vise à établir des comités fondateurs de NSZZ "Solidarnosc" sur les lieux de travail qui pourront influencer grandement le caractère de notre mouvement syndical en Pologne; cette initiative a le soutien de la direction du Syndicat mais en même temps, elle est l'objet de répressions illégales de la part des autorités. Dans cette situation et consciente de l'importance de ces initiatives, la Commission d'Intervention et de Légalité a demandé au Fonds Polonais de Légalité (indépendant) des moyens destinés à venir en aide à ceux qui sont sans travail du fait des répressions. Comme les fonds actuellement à notre disposition, bien qu'insuffisants pour résoudre l'ensemble du problème, nous permettent néanmoins de fournir de l'aide à une certaine catégorie de travailleurs, nous avons décidé ceci:

- envers les militants licenciés pour leurs activités dans les comités fondateurs de NSZZ "Solidarnosc", la Commission s'engage à leur fournir un plein revenu pour une période de six mois; en cas de poursuite de l'inoccupation professionnelle suite aux répressions, cette aide peut être prolongée.

- De plus, l'expérience montre que les instituteurs sont particulièrement affectés par ce genre de répressions et aussi, on a décidé que les instituteurs, incapables pour des raisons politiques d'exercer leur profession durant l'année académique en cours, peuvent bénéficier des mêmes allocations d'aide que les membres des comités fondateurs.

En même temps, nous poursuivrons nos efforts pour étendre ce programme d'aide à toute personne perdant son emploi du fait des répressions. Nous appelons tous les sympathisants, individus et institutions, tant en Pologne qu'à l'étranger, à nous soutenir financièrement pour nous permettre d'offrir une solution acceptable au problème des répressions liées à l'emploi.

Varsovie, le 27 octobre 1987.

LE REFERENDUM: FIASCO POUR LE POUVOIR

Lors du referendum conduit le 29 novembre, les autorités n'ont pas obtenu le soutien social à leur "programme de réformes". Les résultats officiellement annoncés indiquent qu'en dépit d'une vaste campagne médiatique, 67% de l'électorat seulement a participé au vote - le taux le plus faible jamais enregistré dans un pays de l'est. Les questions posées n'ont pas rencontré de réponse positive majoritaire. NSZZ "Solidarnosc" et l'ensemble du mouvement démocratique ont ignoré le referendum parce que, comme la société, ils souhaitent de véritables réformes économiques et politiques, et non pas une opération de propagande dont le coût est estimé à environ 1 milliard de zlotys. Lech Walesa a clairement expliqué son sentiment dans une interview au quotidien "Le Soir", affirmant que le referendum réel avait eu lieu en août 80, à la naissance de "Solidarnosc", mais que les autorités n'en avaient pas tenu compte. Ainsi, en 1981, elles promirent des réformes mais imposèrent l'état de guerre au lieu de rencontrer les demandes de changements de la société. Ce gouvernement, disposant des pleins pouvoirs économique et politique, a non seulement échoué dans la réalisation de ses promesses mais a également enfoncé le pays dans la catastrophe économique. A présent, le pouvoir interroge

la société sur la réforme et sur davantage de démocratie ... Personne en Pologne ne peut croire les paroles du gouvernement. "La leçon du referendum est claire", déclare L. Walesa, "ensemble, avec le peuple, tout peut être accompli, sans lui - très peu et contre lui - rien du tout. La solution, c'est le PLURALISME qui doit comporter trois aspects: économique, politique et social. "Solidarnosc" est prêt à participer à la recherche de solutions, mais bien sûr sur la base du pluralisme. Nous voulons un nouveau pacte social pluraliste; ce referendum est le dernier avertissement..."

LE SECRETAIRE-Général de la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL), John Vanderveken, a adressé un message le 2 décembre au général Jaruzelski, pour exprimer sa profonde conviction qu'une solution à la crise économique et politique polonaise dépend du rétablissement du dialogue national sur la base des Accords d'Août 80 et des Conventions de l'OIT. Ainsi que l'a montré le verdict du referendum, sans plein respect des libertés humaines et syndicales, y compris le droit de NSZZ "Solidarnosc" à l'existence légale, le nécessaire soutien social aux réformes ne pourra être obtenu. J. Vanderveken exprime aussi son inquiétude suite aux brutales répressions, exacerbant davantage

4°P 12.007

encore la crise nationale, de pacifiques manifestations syndicales.

SUITE A l'annonce officielle des hausses de prix (plus de 200 %), la Commission Nationale Exécutive (KKW) de NSZZ "Solidarnosc" a diffusé la déclaration suivante: "Les énormes hausses de prix, en l'absence de garanties claires de mesures de compensation, annoncent un effondrement sans précédent du niveau de vie qui poussera de larges groupes sociaux dans la pauvreté et le désespoir. Aussi, ces augmentations doivent rencontrer une opposition vigoureuse de la part de NSZZ "Solidarnosc". D'après l'expérience passée, on peut craindre qu'au lieu de profondes réformes économiques et politiques menant à un développement de l'initiative individuelle et à sa garantie légale, nous serons à nouveau frappés par des hausses de prix. De telles décisions gouvernementales provoquent des tensions sociales qui peuvent avoir des conséquences tragiques. Toutes les structures syndicales sont tenues de préparer des actions visant à défendre le niveau de vie des travailleurs et à soutenir leurs revendications salariales justifiées".

Lech Walesa et la KKW, le 15 novembre 1987.

NSZZ "SOLIDARNOSC" a annoncé qu'il ne prendrait pas part à l'opération de propagande appelée "referendum", expliquant sa position dans une déclaration datée du 25 octobre (cfr NEWS n°100). Les structures syndicales, dans tout le pays, organisent des discussions approfondies sur la crise actuelle et avancent des idées constructives pour la surmonter. Le texte suivant est la déclaration diffusée par les syndicalistes de Basse-Silésie, intitulée "notre Referendum":

"Depuis 1956, déjà, la société polonaise demande résolument des réformes économiques et politiques. En 1981, des millions de travailleurs unis sous la bannière de NSZZ "Solidarnosc" ont clairement affirmé quel type de démocratie et d'économie, ils souhaitaient et quels sacrifices nécessaires ils étaient prêts à consentir. Les autorités communistes y ont répondu par l'imposition de l'état de guerre. A présent, six ans plus tard, ces autorités nous demandent si nous voulons les réformes et la démocratie. S'il s'agit de ce que nous demandons depuis des années, pourquoi donc un référendum? Mais si le but est de gagner un soutien à la démocratie "socialiste" et à l'économie "socialiste", notre réponse est NON. Nous les subissons depuis 40 ans et nous n'en voulons plus. Nous soutiendrons non pas des mots mais les actes qui sortiront la Pologne de la crise et lui assureront un futur. Nous présentons cinq questions essentielles qui devraient être posées à la société; ce programme "cinq fois - oui" peut offrir une base aux réformes économiques et politiques.

1) Etes-vous en faveur de la liberté d'association et, en particulier, du pluralisme syndical? 2) Voulez-vous faire entendre votre voix dans les affaires publiques, directement ou à travers des représentants élus librement? 3) Etes-vous favorable à la liberté d'information? 4) Etes-vous favorable à des réformes économiques dégagées du contrôle de la nomenklatura? 5) Seriez-vous favorable à des hausses de prix, en ayant les garanties institutionnelles qu'elles conduiront à un équilibre de

l'économie?

Votons "5 fois - oui" dans nos discussions, dans la presse libre, sur les murs et les tracts". Wroclaw, le 2 novembre 1987.

Signé par Wladyslaw Frasyniuk, Piotr Bednarz et les représentants de 21 grandes entreprises et d'autres organisations indépendantes.

LES AUTORITES refusent toujours de reconnaître le droit des travailleurs à des syndicats de leur choix. La demande d'enregistrement du Comité Fondateur de NSZZ "Solidarnosc" de l'usine de tracteurs Ursus a été rejetée tout d'abord par le Tribunal Provincial et le 24 novembre par la Cour Suprême. C'est là un cas de plus dans la liste déjà longue des rejets d'enregistrement demandé par les comités fondateurs de NSZZ "Solidarnosc" dans les plus grandes entreprises du pays. En dépit des rejets des tribunaux et des répressions policières, ces initiatives continuent de se développer. Le 13 octobre, le Comité Fondateur de NSZZ "Solidarnosc" des aciéries de Stalowa Wola a introduit une demande d'enregistrement. Peu après, le 26 octobre, les travailleurs de la mine de cuivre "Polkowice" de Legnica ont demandé à leurs militants syndicaux de constituer un comité fondateur et d'en présenter l'enregistrement devant le tribunal. Les ouvriers estiment que les néo-syndicats officiels ne remplissent pas le rôle de représentant effectif de leurs droits et intérêts et que le pluralisme syndical est indispensable. Les membres du comité disposent d'une longue liste de mineurs souhaitant une structure ouverte de NSZZ "Solidarnosc" dans l'entreprise. Les répressions n'ont pas tardé. Les membres du Comité ont été menacés de licenciements et de poursuites pénales. Un militant a été licencié et d'autres ont subi des réductions de salaires de 40%. Malgré les répressions, les militants syndicaux de la mine "Polkowice" ont souligné que rien ne les découragerait de poursuivre la lutte pour leur statut légal et le pluralisme syndical.

JAN ANDRZEJ GORNY, le seul membre de la direction nationale de NSZZ "Solidarnosc" qui demeura dans la clandestinité après l'amnistie de 1986, a été arrêté par la police à Gliwice, en Silésie. Depuis juin 1985, il remplaçait Tadeusz Jedynek, alors emprisonné, comme représentant de la région Slask-Dabrowski à la TKK. Le prétexte de son arrestation, ce 19 novembre, est que Gorny n'a pas de domicile fixe. Depuis, les autorités ont étendu la prévention à un prétendu non-paiement des rentes alimentaires à son épouse qui a émigré en RFA depuis trois ans. Notre Syndicat a constamment attiré l'attention sur la nature sournoise des actuelles répressions politiques en Pologne. Les militants syndicaux licenciés et incapables de retrouver un emploi risquent d'être poursuivis pour "parasitisme" ou "vagabondage", d'autres sont accusés de "corruption"; tous sont traités comme des délinquants communs. Cet artifice permet au pouvoir d'avancer le mythe de la "libéralisation" et de la "démocratisation" et d'affirmer qu'il n'y a plus de prisonniers politiques en Pologne.